

Edition du 25 décembre 2008

Plan Vert : Tadla-Azilal mise sur la valorisation

- Objectif: Récupérer les manques à gagner
- 75 projets pour une enveloppe de 12 milliards de DH

L'objectif ciblé par la région du Tadla-Azilal «est d'absorber le manque à gagner aussi bien en termes de production que de valorisation», annonce Khammar Hmamou, coordinateur régional du Plan Maroc Vert. Et pour cause! L'agriculture s'y érige en principale activité économique. «C'est la seule richesse de la région», dira le wali de la région, Mohamed Derdouri.

L'agriculture génère pour le moment une production d'une valeur de 5 à 6 milliards de DH/an. Ce montant peut être porté à 20 milliards si les agriculteurs, à la traîne, s'alignent sur les plus performants. Le diagnostic a été fait, il y a quelques années, par l'agropôle régional. Et il a mis en évidence les forces et les faiblesses de région. N'empêche qu'aujourd'hui, le Plan Vert offre de nouvelles opportunités.

Au chapitre des forces, le niveau des rendements réalisés dépasse de loin la moyenne nationale pour de nombreux produits. Il en est ainsi pour la betterave à sucre, la multiplication des semences et les productions oléicole et laitière. Plus significatifs encore, les pics atteints par l'élite régionale s'avèrent plus élevés que les objectifs arrêtés par le Plan.

Les chiffres sont formels : 100 tonnes/ha pour la betterave à sucre contre 52 pour la moyenne nationale; 80 quintaux/ha pour les semences au lieu de 40 dans les autres régions; et 7 tonnes d'olives/ha contre respectivement 1,2 tonne réalisée à l'échelle nationale.

Prédominance de la micro-exploitation

Tadla-Azilal recèle aussi un tissu organisationnel plus étoffé en comparaison avec les autres régions. Elle compte 229 coopératives agricoles, 8 unions d'associations et de coopératives, 105 associations d'usagers d'eau d'irrigation et 8 organisations professionnelles. Mais les contraintes ne manquent pas non plus. Les faiblesses résident, pour l'essentiel, dans la rareté de la ressource hydrique, l'insuffisance des financements, la prédominance de la micro-exploitation et surtout l'absence de valorisation sur place pour de nombreux produits. D'où l'importance du manque à gagner en termes de richesses et de création d'emplois. A tel point que la région se distingue par des seuils de pauvreté allant du plus bas au plus haut.

A titre d'exemple, l'indice d'indigence atteint 4% dans la zone irriguée, 9,2% dans la province de Beni Mellal et culmine à 59% dans les zones montagneuses.

Aussi l'offre régionale s'articule-t-elle sur les deux piliers retenus par le Plan Vert. En tout 75 projets ont été identifiés pour un investissement global de 12 milliards de DH, à l'horizon 2020. Pour le premier, une quarantaine de projets dont 30 ciblant la production végétale, 8 l'élevage, les viandes et le lait et 2 à caractère transversal. Ce pilier devrait accaparer 55% des investissements. Cependant, le second pilier ne devrait drainer que 5% des investissements. Mais il doit bénéficier de l'essentiel du budget destiné aux actions transversales. Ces dernières requièrent une enveloppe de 4,8 milliards de DH, soit 40% des investissements. Lesquels seront financés pour la quasi-totalité par l'Etat. Ces actions visent l'eau, l'encadrement professionnel, la formation et des projets au profit de la femme rurale. Parallèlement, le second pilier qui concerne l'agriculture sociale s'est vu attribuer 35 projets dont 21 visent 68.000 agriculteurs et 11 en faveur de 380.000 éleveurs.

L'impact socio-économique attendu est considérable. Il s'agit tout d'abord d'augmenter, d'ici 2013, toutes les productions végétales dans une proportion variant entre 22 et 200% selon l'importance stratégique des filières et leur capacité à valoriser la ressource hydrique. Ainsi, la multiplication des semences portera sur 434.000 quintaux en 2013 et atteindra 710.000 en 2020, soit l'équivalent des besoins actuels du pays. L'agrumiculture et cultures sucrières devaient aussi atteindre le double de leur niveau actuel. A l'opposé, les céréales menées en périmètre irrigué doivent baisser en superficie et gagner en productivité. Valorisation de l'eau oblige ! A ce niveau, les prévisions tablent sur des améliorations substantielles.

Pour les agrumes le taux de valorisation qui est actuellement de 6 DH/m³ passera à 7,5 en 2013 et à 10,5 DH/m³ en 2020. L'olivier qui ne valorise l'eau qu'à hauteur de 1 DH/m³ augmentera son taux à 8,4. Autre indicateur de taille, la valeur ajoutée des productions végétales et animales aujourd'hui de 2,6 milliards de DH doublera en 2013 et passera à 11,9 milliards en 2020.